

L'Église catholique congolaise a repris la main

RDCongo En prenant de court la Commission électorale, les évêques ont rebattu les cartes.

Analyse Hubert Leclercq

Le jeudi 3 janvier 2019 restera quoi qu'il arrive dans les annales de la vie congolaise. Ce jour-là, alors que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui a organisé les scrutins en République démocratique du Congo, prévient via son président Corneille Nangaa qu'elle risque de devoir postposer l'annonce du résultat provisoire de ces élections du 30 décembre, les évêques de la Conférence épiscopale nationale congolaise (Cenco) assèment qu'ils disposent, eux, du nom du vainqueur. Avant cette annonce, le porte-parole de la Cenco, l'abbé Nshole, a pris le soin de détailler par le menu tout l'arsenal déployé par l'Église catholique pour "observer" ce scrutin. L'Église catholique s'est donné *"les moyens de surveiller cette élection pour éviter de se faire voler le résultat"*, explique un religieux. C'est que l'Église catholique joue gros avec ce passage par les urnes qui aurait déjà dû se tenir en décembre 2016, si le président Kabila avait voulu respecter la Constitution congolaise.

Cette année-là, au mois de novembre, il est clair que le régime n'est pas prêt à organiser le scrutin. Il n'a rien fait pour s'y préparer. La tension monte. L'opposition, dispersée, grogne. La rue s'échauffe. Pour éviter l'embrasement, le pouvoir propose à l'Église catholique d'organiser une concertation entre la majorité et l'opposition. L'Église accepte. Elle vient, de bonne foi, d'entrer dans un jeu diabolique. Le pouvoir traîne des pieds, l'opposition n'est pas prête. Les jours s'égrènent. Kabila devrait quit-

ter la présidence le 19 décembre, il n'en fera rien. Majorité et opposition parviennent enfin à un accord le 31 décembre parce que les évêques ont finalement placé un ultimatum.

Marches ensanglantées

Avec cet accord de la Saint-Sylvestre, Kabila obtient un sursis d'un an, qui sera doublé par la Ceni. De nombreux Congolais considèrent que l'Église les a trahis, qu'elle a fait le jeu du pouvoir. En décembre 2017, à travers son bras laïc, le Comité laïc de coordination (CLC), elle tente de remobiliser le peuple et lance les marches pacifiques pour faire pression sur un pouvoir peu pressé d'organiser sa succession. Des dizaines de milliers de Congolais vont se mobiliser. En face, le pouvoir n'hésite pas et fait ouvrir le feu jusque dans les églises. Deux autres marches suivront en janvier et février avec la même répression. Le Vatican demande l'arrêt de cette confrontation. Il ne veut pas être responsable de la mort des martyrs congolais. Le CLC obtempère, mais promet de nouvelles actions, qui seront plus symboliques et moins mobilisatrices.

L'Église catholique congolaise est en perte de vitesse mais elle joue toujours un rôle essentiel dans ce pays où l'État fait défaut.

L'élément déclencheur

La pression internationale aura raison de l'entêtement de Kabila. Il est contraint d'organiser sa succession et de passer par les urnes avant fin 2018. Le 8 août, in extremis, il désigne son dauphin. La Ceni, elle, n'est qu'un de ses pions. Elle impose la "machine à voter", refuse de revoir un fichier électoral pourtant jugé largement corrompu par les experts de l'Organisation internationale de la Francophonie. Le CLC presse l'oppo-

sition de s'entendre sur un candidat commun, tandis que l'Église se prépare minutieusement au scrutin. Elle forme des experts, des observateurs, mobilise les moyens nécessaires pour faire remonter les informations du terrain, aux dimensions gigantesques en RDC. Un travail de bénédictin. Le 30, jour du vote, après un dernier report d'une semaine, alors que la Ceni cafouille, que les problèmes techniques sont légion, le clergé catholique est fin prêt. Tous les chiffres qui sortent, non officiellement, donnent l'opposition largement en tête. Les chancelleries, la mission de l'Onu, les partis politiques reçoivent les mêmes infos mais se murent dans le silence. La Ceni menace, le pouvoir coupe Internet, renvoie des journalistes, interrompt le signal des chaînes de télévision. La communauté internationale condamne, appelle le pouvoir à respecter le choix des électeurs mais il manque un élément déclencheur

pour donner l'amplification nécessaire à ces appels. Cet élément, les évêques catholiques le mettent à la disposition de tous ce jeudi 3 janvier. Ils ont le nom du vainqueur. Les cris d'orfraie du président de la Ceni n'y changeront rien. Les États-Unis préviennent le pouvoir que si les vrais résultats ne sont pas publiés, les sanctions – notamment financières – tomberont contre les “tricheurs”. Didier Reynders appelle l'UE à ne plus se cacher, à exiger à son tour la publication des vrais chiffres. La France annonce que le conseil de sécurité des Nations unies doit se réunir à sa demande (la nuit dernière) sur la RDC. Le pouvoir congolais est dans les cordes. La diplomatie internationale tourne à plein régime pour faire respecter le résultat des urnes et éviter un chaos qui serait catastrophique non seulement pour la RDC mais aussi pour toute l'Afrique.